

AUX FEMMES ET AUX HOMMES DE BONNE VOLONTE....

N°3

DE LA CONFERENCE DE BANDOENG (1955) ... AU SYNDROME DE STOCKOLM

Lors d'une réunion récente, regroupant d'anciens combattants de l'Algérie française, j'ai entendu un camarade de notre lutte, s'exprimer ainsi :
« *De toutes les manières, l'Algérie française était perdue, car le départ de la France était mondialement décidé depuis la Conférence de Bandoeng d'avril 1955* »

Il voulait exprimer, c'est mon opinion, que la communauté internationale ayant décidé par l'intermédiaire de cette conférence indonésienne de combattre l'Algérie française, il était illusoire et vain de se ranger sous la bannière de ceux qui, ambitieux pour la France, pour l'Europe et le monde judéo-chrétien, ont relevé le gant du défi qui leur était lancé.

Le gant qui consistait à défendre la France Sud-Méditerranéenne. Il ne faut pas oublier en effet que « *les départements français d'Algérie faisaient partie intégrante des territoires de la République française* ». C'était la constitution de 1956.

Lors de cette réunion, je n'ai pas voulu contredire ce frère d'armes parce que, son affirmation, il nous la proposait comme une consolation. Comme pour nous dire : « *nous n'y pouvions rien. C'était une décision universelle... qui nous dépassait* ».

Oui, c'est vrai. J'insiste : il voulait nous consoler.

Lorsqu'il m'arrive d'évoquer le combat « Algérie-française », le combat de l'OAS, je ne suis pas animé, comme le dirait Alain Peyrefitte, « *d'un éthos de partisans nostalgiques du passé et revanchards* ». Je suis tout au contraire animé « *d'un éthos de lucidité géopolitique qui me confirme à chaque instant que le combat Algérie-française, que le combat de l'OAS, fut un combat non pas de la fin, mais un combat de la fin du commencement* ».

Je l'ai écrit mille fois, je le sais. J'espère que vous supporterez cette insistance. Je voulais dire, et je veux toujours dire, que nous avons livré un combat annonciateur des confrontations qui vont se révéler inévitables en Europe, en Asie et en Afrique. Confrontations qui seront réactivées ou plutôt réactualisées en 2014, après le désastre auquel va se soumettre l'Occident cette année-là, en

Afghanistan. Selon des prévisions extrêmement raisonnables auxquelles nous pouvons nous fier.

Cette étude qui s'adresse aux hommes et aux femmes de bonne volonté, a pour ambition de vous rappeler l'identité réelle de la Conférence de Bandoeng. De souligner à quel point le comportement laudateur et soumis des complices passifs et actifs de la mort de la France en Algérie, ainsi que celui des laudateurs permanents de l'agent exécuteur fondamental et décisionnaire de la mort de la France Sud-Méditerranéenne, De Gaulle, s'identifie à un syndrome bien connu depuis longtemps en psychiatrie : le syndrome de Stockholm.

La Conférence de Bandoeng s'est donc déroulée du 18 au 24 avril 1955. C'était une conférence des nations afro-asiatiques convoquées par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan. Ont participé à la conférence : l'Afghanistan, le Cambodge, la République populaire de Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, l'Iran, l'Iraq, le Japon, la Jordanie, le Laos, le Liban, le Libéria, la Libye, le Népal, les Philippines, l'Arabie-saoudite, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Turquie, le Vietnam et le Yémen. 600 délégués furent reçus par le Président indonésien, Sukarno. Parmi ceux-ci, des membres du FLN.

Au cours de cette conférence, furent évoquées les « *affaires* » concernant la « *politique colonialiste de la France en Afrique du Nord* ».

Les Occidentaux suivirent avec attention cette conférence. En « *coulisses* » ils jouèrent un grand rôle, à l'instar des Etats-Unis qui avaient fourni une assistance économique et militaire à 20 pays représentés à Bandoeng.

Le communiqué final confirma *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Il n'oublia pas de proclamer aussi la nécessité d'une coopération économique et culturelle. La coopération économique se révélant ainsi, et de loin, le but tout prioritairement recherché par les USA. Se débarrasser des peuples. Exploiter, avec un rendement amélioré les richesses des pays « *décolonisés* ».

Les représentants du FLN vinrent réclamer, et obtinrent, l'aide des participants à cette conférence, pour combattre la France en Algérie.

J'ai souligné dans mes livres et articles, à maintes reprises, à quel point cette conférence déterminait le FLN à planifier et à mettre en route dans tous ses détails, une opération d'éclat. Ce fut l'opération déclenchée par Zighout, le 20 août 1955 à Philippeville, El Alia et à Aïn Abid, dans le Nord-Est constantinois, au cours de laquelle des dizaines de civils français furent massacrés dans un exhibitionnisme de cruauté et de sauvagerie à peine imaginables, l'une et l'autre. Sauvagerie et cruauté illustrées depuis longtemps,

et pour l'éternité, par des documents photographiques et médicaux, tragiquement expressifs.

Sauvagerie et cruauté qui furent mises en route **SCIEMMENT** par Zighout, dans le but opérationnel de provoquer une riposte empreinte elle aussi de sauvagerie par les forces de l'ordre et la collectivité française du Nord-Est constantinois. Une fureur défensive, pour sauver un peuple d'une fureur offensive et volontaire de massacres.

Aujourd'hui, les historiens manifestent avec une volonté de nuire évidente, une « **hypermnésie** » à l'égard des actes de répression qui avaient pour but de protéger un peuple français sans défense. En même temps, ils exhibent une « **amnésie** » opportuniste à l'égard des actes terroristes sanguinaires du FLN, qui ont motivé la riposte. Celle-ci consistant à « *terroriser la terreur* ».

Jacques Soustelle, lorsqu'il fut confronté à la réalité de ces actes innommables déclenchés par le FLN, devant l'horreur des femmes au ventre ouvert, des enfants massacrés et des hommes lynchés, déclara :

« C'est un véritable génocide qui est mis en œuvre contre les Français d'Algérie ».

Ce fut son diagnostic de philosophe et d'ethnologue. Il proposa la seule solution valable pour mettre fin à cette volonté génocidaire : l'intégration.

C'est-à-dire qu'il fallait inscrire la collectivité musulmane dans la collectivité française, par l'intermédiaire de la « **citoyenneté laïque** ». Seule la citoyenneté laïque allait pouvoir libérer les musulmans d'Algérie de l'éthos de crispation confessionnelle, de l'éthos de fanatisme religieux, que le FLN savait utiliser pour aboutir à l'assassinat de la France en Algérie.

Par cette opération du 20 août 1955, ils ont voulu exhiber tout leur appui, à l'intervention de la délégation du FLN à la Conférence de Bandoeng en 1955.

De ce drame, soulignons-le encore, on ne retient aujourd'hui que la répression qui fut nécessaire pour sauver la vie de centaines de Français. On refuse de voir que cette répression était nécessaire si l'on voulait éviter effectivement un génocide de Français.

Nous avons souligné, l'appui financier et militaire que les USA avaient apporté à plus de 20 pays participants de Bandoeng.

Cette attitude américaine était conforme à la politique de Franklin Roosevelt telle qu'il l'avait exprimée à la Conférence de Casablanca en 1943. J'ai souligné dans mon dernier livre, à l'instar de mon camarade historien, Philippe Lamarque, que l'attitude de Roosevelt provoqua le refus du général Giraud de se soumettre à cette volonté. Elle provoqua en même temps une approbation

servile de De Gaulle qui se soumit historiquement et publiquement aux exigences du capitalisme financier international.

Celui-ci, dans le but d'augmenter la valeur ajoutée des investissements, avait prôné et mis en route le délestage économique de débouché colonial. Ce délestage représentait une phase décisive d'un redéploiement économique espéré dont il est facile aujourd'hui, d'apprécier les effets. En termes **de fiasco et de désastres humanitaires multiples et répétés.**

Désastres économiques, famines, épidémies, tueries collectives, peuples soumis à un esclavage ethnico-religieux, femmes réunies et parquées en troupeaux pour subir des viols collectifs. Risques de conflits qui vont s'aggraver avec en arrière fond un danger sur lequel on ne s'exprime pas. Un danger de conflit nucléaire déclenché un jour par des nations ou des peuples soumis au fanatisme religieux.

Etions-nous conscients de ces risques pour l'humanité lorsque nous dûmes subir l'abandon de l'Algérie française ? Avions-nous conscience en 1955, que l'Algérie, par son immensité, imposait à l'Occident et à l'Europe, de la garder française pour garantir la paix du monde ?

Nous sommes devenus progressivement conscients de cette nécessité. Car l'amour de la patrie et de notre terre française d'Algérie, de cette terre d'Algérie qui accéda à la vie, grâce à la France, a stimulé notre volonté de savoir.

Et nous avons pu évaluer avant les autres ce que représentait la thèse historique et géopolitique « Algérie française ».

Cette thèse, si elle avait connu la vie qu'elle aurait mérité de connaître aurait assuré :

*La promotion des Droits de l'Homme en Algérie et en Afrique,
ainsi que la promotion de la laïcité en Afrique,
avec un respect réciproque des convictions religieuses des uns et des autres*

La foi en Dieu allait s'exprimer désormais, grâce à la France et à l'Algérie française, dans un cadre de liberté, de fraternité et de légalité française.

Il fallait du temps.

Il fallait du courage.

Il fallait s'engager.

« Les territoires libérés de la France sont aujourd'hui des territoires où s'épanouissent liberté, fraternité, égalité. Où s'épanouissent les Droits de l'Homme ».

Grotesque et criminel celui qui formulerait une telle affirmation.

Grotesques et criminels seraient ceux qui, à l'instar des inconscients qui vont célébrer en jouissant le cinquantenaire de la défaite de la France subie le 19 mars 1962 à Evian, vont applaudir à la plus grave agression qui ait été portée universellement aux Droits de l'Homme, depuis décembre 1948.

Ils souffrent tous, dans leur avidité de s'inscrire servilement dans le camp des vainqueurs provisoires de la France en 1962, d'un syndrome de Stockholm. Ils se soumettent aux vainqueurs de la France. Ils adhèrent sentimentalement et intellectuellement, aux thèses de ceux qui célèbrent leur victoire sur la France gaulliste en 1962.

C'est ça, le syndrome de Stockholm auquel nous nous refusons de nous intégrer.

Nous, c'est-à-dire ceux qui, en dernière et définitive analyse ont défendu en Algérie la Patrie, la liberté, la fraternité, l'égalité et les Droits de l'Homme. Nous qui avons défendu notre foi sans prétendre l'imposer aux autres par la force. C'était ça l'OAS.

Permettez-moi en conclusion de cette 3^{ème} communication aux femmes et aux hommes de bonne volonté, de vous faire connaître la conclusion de mon dernier livre :

« L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle »

« Nous fûmes victimes en Algérie française, des intrigues et des entreprises serviles d'un monde de courtisans. Pour eux, l'encensement perpétuel de leur idole, De Gaulle, s'identifie à une raison de vivre. Ils nous ont imposé et nous imposent d'évoluer au milieu d'un monde politique affligé d'une obsession gaulliste. Obsession génératrice d'une dépendance dont personne ne parvient à se libérer.

Ils semblent tous se complaire dans un comportement de fatalité qui les conduit inexorablement à patauger dans un cloaque d'ignorances accumulées depuis plus de 50 ans.

Les frémissements masochistes et rampants du cinquantenaire de la mort de l'Algérie française, de la défaite de la France gaulliste concrétisée à Evian, le 19 mars 1962, n'auront pas le pouvoir d'effacer quelque chose d'essentiel : l'Algérie française définitivement morte, perdure dans nos âmes, dans nos souvenirs.

Pour nous, qui avons risqué vie et liberté pour la défendre, elle reste le nouveau Graal, la thèse perpétuelle de l'Europe et surtout de l'Occident. La thèse qu'il faut éclairer et enrichir de nos récits, de nos souvenirs, de nos enthousiasmes.

Si d'autres combats se révèlent nécessaires un jour, nous osons rappeler ceci : il existe encore des champs de bataille en Europe et en Occident ! »

Jean-Claude PEREZ

Février 2012

Du même auteur et chez le même éditeur :

L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle
L'islamisme dans la guerre d'Algérie

Logique de la Nouvelle Révolution Mondiale, 2004

Le sang d'Algérie

Histoire d'une trahison permanente, 2006 ; 2^e édition

Debout dans ma mémoire

Tourments et tribulations d'un réprouvé de l'Algérie française, 2006 ; 2^e édition

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie

Stratégies et tactiques, 2006 ; 2^e Edition

Attaques et Contre-attaques

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie II, 2008

Editions Dualpha

Boite 30

16 bis rue d'Odessa

75014 PARIS

Tel. : 09 52 95 13 34 - Fax : 09 57 95 13 34

Mail : infos@dualpha.com

Site internet : www.dualpha.com